

Lutte de classe

Indépendance syndicale : double langage.

« *Au lendemain du congrès de la CSI, cet appel (à manifester le 18 novembre -NDLR) sera entendu par tous les travailleurs et militants attachés à l'indépendance syndicale, sans laquelle la démocratie est un mot creux* », peut-on lire dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* de cette semaine rédigé par D. Gluckstein.

« *Elle (la CSI -NDLR) est, de loin, largement composée des organisations qui formaient la CISL, sur les bases du syndicalisme libre et démocratique, qualificatifs auxquels, pour notre part, nous ajoutons celui de l'indépendance.* », peut-on lire dans la lettre Internet de *Force ouvrière* du 8 novembre, rédigée par Jean-Claude Mailly.

Même discours au mot près. Dans le premier, c'est le secrétaire national du Parti des travailleurs qui parle, dans le second, c'est le secrétaire général du syndicat Force ouvrière.

Comme on peut le constater nombreux sont ceux qui se réclame de l'indépendance syndicale, alors posons-nous une question très simple pour essayer de comprendre de quoi il s'agit : indépendance syndicale par rapport à qui ou à quoi ?

Gluckstein est-il le porte-parole d'un syndicat ou celui d'un parti politique ? On est en droit de se poser cette question.

La réalité de la lutte des classes plonge ses racines au-delà de l'exploitation capitaliste, écrit D. Gluckstein. Ce constat est exact mais très insuffisant. La lutte des classes est le produit immédiat de l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme depuis que la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagonistes irréconciliables, ce que D. Gluckstein se garde bien ici de remettre en cause en tant que dirigeant d'un parti ouvrier qui se dit ouvrier et indépendant par rapport à la bourgeoisie, dont les rapports sociaux d'exploitation reposent aujourd'hui sur le système de la propriété privée des moyens de production et de distribution. Sa remise en cause signifierait aujourd'hui qu'il faudrait en finir avec le régime capitaliste, ce qui ne figure nulle part dans *Informations ouvrières* ou dans les tracts du PT, encore moins dans les exigences qu'il met en avant pour soutenir un candidat à l'élection présidentielle.

Et pour cause : Le mot d'ordre de rupture avec Bruxelles n'incarne ni n'implique la rupture avec le régime capitaliste, comme il ne signifie nullement la rupture avec les institutions bonapartistes de la Ve République, sa Constitution. De la même manière, le mot d'ordre de nationalisation ou renationalisation ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production et de distribution, il suffit de regarder ce qui se passe au Venezuela et en Bolivie pour en être convaincu. D'autant plus que ce mot d'ordre ne précise pas les conditions dans lesquelles devraient être réalisées ces nationalisations : sans indemnité ni rachat, selon nous, les capitalistes doivent être purement et simplement expropriés, chassés de leurs entreprises.

Au Venezuela et en Bolivie, Chavez et Morales se sont contentés d'augmenter la quote-part des bénéfices revenant à leur Etat respectif, sans rien nationaliser du tout, si on se donne la peine d'y regarder de plus près. Les multinationales sont toujours propriétaires du gaz et du pétrole comme des installations, usines, etc. Et pour ceux qui n'en sont pas convaincu, Morales a expliqué que l'Etat n'avait pas d'argent pour racheter ces usines, ce qui laisse aucun doute sur la nature de leurs propriétaires actuelles. Ceux qui ont regardés l'émission *Complément d'enquête* diffusée récemment sur France 2 et qui était consacrée à la question du gaz, l'on parfaitement entendu dire de la bouche même du ministre de l'industrie d'Evo Morales.

Au fait : indépendant par rapport à quoi ? Par rapport à la bourgeoisie et aux patrons ? Par rapport aux partis politiques ?

Alors nous le disons aux dirigeants du PT qui siègent à la direction de Force ouvrière et qui votent comme un seul homme les résolutions de la direction confédérale de ce syndicat réformiste liée à la bourgeoisie (1) : commencez vous-mêmes par rompre avec la bourgeoisie, rompez avec la direction traître du mouvement ouvrier de FO, démissionnez des postes de permanents qui vous ont été accordés de longue date par la racaille réformiste qui dirige ce syndicat depuis 1947, rompez avec la bourgeoisie et annoncez publiquement que vous rompez vos liens avec la franc-maçonnerie. En êtes-vous seulement capable ? On peut légitimement en douter.

Quand le PT fait l'apologie d'un organisme de collaboration de classe international, l'OIT, qu'il refuse d'engager la bataille contre les appareils pour la rupture de leurs relations avec la CES et maintenant la CIS, comment le PT peut-il prétendre défendre l'indépendance des syndicats ? Double langage ?

Quand en 2005, Roger Sandri (Angelo Geddo) sort une brochure au nom du PT, intitulée « *Réforme de l'ONU, gouvernance mondiale et société civile* » (2) consacrée en grande partie aux syndicats, et qu'il va jusqu'à omettre de citer les appareils des syndicats comme les principaux fossoyeurs de l'indépendance des syndicats, comment peut-il prétendre défendre l'indépendance des syndicats ? Double langage ?

Quand au lieu d'engager la bataille indispensable pour la rupture des relations de tous les partis et organisations du mouvement ouvrier avec le gouvernement et le patronat, face justement aux tentatives répétées du gouvernement et du Medef d'aller encore plus loin dans la collaboration de classe de type ouvertement corporatiste qui sévit déjà, il se rend à plusieurs reprises aux chevets de la Ve République minoritaire et illégitime, comment peut-il encore oser prétendre qu'il défend l'indépendance des syndicats ? Double langage ?

Il dit encore que « *Sans syndicalisme indépendant, la dérive est rapide qui conduit au corporatisme et au totalitarisme.* », car selon lui, les formes de pouvoir qu'emprunterait la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir et exploiter le prolétariat seraient soit démocratiques soit corporatistes, l'une ou l'autre, or les relations établies après la seconde-guerre mondiale entre les dirigeants du mouvement ouvrier et la bourgeoisie puaient le corporatisme et la capitulation à plein nez, notamment à travers leur participation au Comité national de la résistance (CNR) et au gouvernement d'union nationale où l'on trouvait côtes à côtes anciens vichystes, gaullistes, Thorez (PCF) et Mitterrand (PS). Depuis cette époque, cette collaboration de classe n'a jamais cessé. Alors pourquoi dire et faire comme s'il en était autrement ? Double langage ?

Quand Gluckstein écrit « *sans syndicalisme indépendant* », faisant malicieusement un amalgame honteux entre les appareils et les militants, sachant que ce sont les réformistes et les staliniens qui contrôlent les syndicats ouvriers depuis plus de 70 ans, voudrait-il nous faire croire que ce sont ces mêmes dirigeants réformistes et staliniens qui ont défendu l'indépendance des syndicats jusqu'à aujourd'hui ? Ne serait-ce pas plutôt les générations de militants révolutionnaires qui ont toujours combattu contre l'adaptation des syndicats au capitalisme ? Les militants apprécieront.

Bien des choses ont été dites et écrites à propos de la scission de la CGT en 1947 qui allait donner naissance à FO. Au lieu d'engager le combat contre le capitalisme, pour réaliser l'abolition du salariat, l'un des objectifs fondamentaux de la Charte d'Amiens de la CGT en 1906, charte dont les dirigeants de FO osent encore se réclamer aujourd'hui, ils ont adopté le plan Marshall de l'impérialisme américain pour favoriser la reconstruction du capitalisme français et endiguer le mouvement révolutionnaire issu de la deuxième guerre mondiale. Dès 1945, le réformisme caractérisé notamment par son anticommunisme primaire et viscéral renaissait de ses cendres. En matière d'indépendance syndicale, on peut facilement imaginer mieux, non ?

Aujourd'hui, le gouvernement doit impérativement s'assurer du soutien préalable des appareils du mouvement ouvrier pour faire passer ses réformes contre-révolutionnaires. Tous les militants le savent pertinemment depuis le mouvement contre le CPE. Dans ces conditions là, à quoi cela rime-t-il de parler d'indépendance des syndicats, alors que chacun peut constater quotidiennement qu'elle est foulée aux pieds, qu'elle n'existe en réalité que sur le papier ? Pourquoi Gluckstein est-il obligé de mentir et de couvrir les appareils ? Pourquoi dit-il une chose et fait-il exactement le contraire ? Parce qu'il pense que les militants sont trop cons pour comprendre ? Ce n'est pas notre avis.

Cette manipulation qui ne veut pas dire son nom s'inscrit parfaitement dans la ligne politique de la reconquête de la « démocratie » bourgeoise pour ces nostalgiques de la Révolution bourgeoise de 1789, de la période florissant du capitalisme ascendant de la deuxième partie du XIXe siècle, des Trente Glorieuses et de l'apogée du réformisme.

Le document qui vient d'être publié par le groupe CPS-Cercle (3) démontre point par point, arguments à l'appui, que nous avons bien à faire ici à une véritable entreprise de mystification destinée à tromper les militants et à couvrir la politique de capitulation des appareils et du PT devant la bourgeoisie.

La défense de l'existence et de l'indépendance des syndicats exigerait de se traduire dans les faits par la condamnation de la collaboration de classes à tous les niveaux, par le refus de participer à toute institution liée au capital, au niveau national, européen ou international, par le refus de participer aux réunions prévues par de Villepin.

Concrètement, une campagne unitaire devrait être engagée pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils rompent immédiatement leurs relations avec le gouvernement et le Medef, pour qu'ils démissionnent en bloc de tous les organismes auxquels ils participent avec les patrons ou les représentants du gouvernement, pour qu'ils rompent avec la Confédération européenne des syndicats (CES), avec la Confédération internationale des syndicats (CSI), avec l'Organisation internationale du travail (OIT), conformément au mandat du 29 mai 2005 et qui coïncide aujourd'hui avec la défense des intérêts fondamentaux du prolétariat et de sa jeunesse.

Et parallèlement, on devrait engager une campagne pour une hausse générale des salaires, le SMIC à 1 500 euros net, la revalorisation des retraites, pas une retraite en dessous de 1 500 euros net, le blocage des loyers à 300 euros maximum, le retour à 37,5 d'annuités de cotisation pour pouvoir prendre sa retraite à taux plein, le remboursement de tous les médicaments et la généralisation de la CMU, l'accès libre à l'université en restaurant les anciens diplômés et en réduisant les droits d'inscription au prix d'un ticket de cinéma, par exemple.

Si on se donne la peine de réfléchir un instant, on s'aperçoit immédiatement que ces revendications touchent toutes les couches du prolétariat et une grande partie de la petite bourgeoisie. Elles pourraient servir pour mobiliser et organiser des milliers de travailleurs et jeunes. Reliées à la nécessité d'en finir avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, le capitalisme, elle pourrait servir de base pour recruter massivement. Cette orientation ne pourrait-elle pas être reprise par l'ensemble des militants révolutionnaires ?

Je crains encore une fois que ces revendications ne soient trop « populaires », trop près du « peuple », pour être reprises, on leur préférera des thèmes internationalistes, que je partage, mais qui sont plus éloignés en règle générale des préoccupations quotidiennes des travailleurs et des jeunes, comme si les unes et les autres ne se complétaient pas. Finalement, tout dépend du parti que nous voulons construire...

Je m'étonne aussi que la tactique du front unique censée être la panacée et employée depuis 70 ans avec le succès que l'on sait : guerres, défaites, débâcle, désarmement et décomposition du mouvement ouvrier, la tactique dont tout le monde se réclame à tort et à travers, je m'étonne qu'on ne la mette pas en œuvre justement au moment où elle pourrait être utile pour défendre l'indépendance des syndicats et briser le consensus national qui existe autour du « dialogue social ».

Pour conclure le tapage qui accompagne la création de cette Confédération syndicale internationale sert à camoufler la capitulation des uns et des autres devant leur propre bourgeoisie depuis des décennies. La CSI confirme et amplifie la tendance amorcée il y a 60 ans de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts du système capitaliste à l'échelle internationale, condition dorénavant indispensable pour en assurer la pérennité. Mais rien n'est joué, car en dernière analyse, les conditions objectives finissent toujours par l'emporter sur les appareils.

(1) Le 30 et 31 mars 2005, les cadres du CCI-PT qui siègent à la direction de FO se sont abstenus sur la résolution présentée par la direction confédérale qui refusait d'appeler à voter non le 29 mai 2005.

- (2) Le document de R. Sandri <http://www.meltl.com/onu.rtf> et ma contribution www.meltl.com/onu.htm
- (3) http://www.meltl.com/construction/cpssup25_cci.pdf